

**9^e Congrès de l'AFSP
Toulouse, 5-7 septembre 2007**

Appel à communications

Nouveaux courants en pensée politique : le libertarisme de gauche.

Date limite pour proposer une communication 16 février 2007

Le libertarisme de gauche est une théorie politique normative qui connaît depuis peu un réel regain d'intérêt. Elle formule ses principes avec économie, en termes de droits de propriété. De ce point de vue, elle s'aligne sur le libertarisme classique, en défendant un droit absolu de chacun au contrôle et à la pleine propriété de sa personne. Mais elle s'en sépare fermement, lorsqu'il s'agit de spécifier les droits de propriété sur le monde. Le partage des ressources ne saurait être, selon le libertarisme de gauche, gouverné autrement que par un principe égalitaire. Quelle que soit le type de cette égalité, tous les libertariens de gauche sont d'accord pour soutenir que personne n'a le droit de s'approprier une part plus grande des ressources du monde que celle des autres.

L'apport de cette théorie politique est triple. Elle réussit d'abord à s'emparer des outils conceptuels habituellement utilisés par la droite (la propriété, les droits individuels) pour les mettre au service des préoccupations égalitaristes. C'est d'ailleurs l'un des tenants du marxisme analytique, le théoricien d'Oxford Gerald Cohen qui a ouvert cette voie. Cohen (1995) a montré que lorsque les marxistes soutiennent que les capitalistes **volent** le temps de travail des ouvriers, ils affirment implicitement que ce temps de travail **appartient** légitimement aux ouvriers. Toute la théorie de l'exploitation marxiste se fonde sur le respect de la propriété de soi-même et de sa force de travail, considéré comme une exigence de justice sociale.

La deuxième réussite du libertarisme de gauche est d'arriver à des résultats *plus égalitaristes* que ne le font d'autres courants de pensée de gauche. Sa robustesse tient à ce que ce courant de pensée se refuse de justifier un quelconque devoir d'assistance sur la base de la solidarité, de l'humanisme ou de l'égalité républicaine. En revanche, il fait de chaque individu un propriétaire légitime, qui a droit à une part égale des ressources du monde et peut donc revendiquer son dû sans devoir marchander.

Troisièmement, le libertarisme de gauche puise dans une tradition de pensée politique – représentée dans le monde francophone par Hyppolite Colins, François Huet ou Léon Walras – pour formuler des réponses à des *problèmes contemporains*. Les inégalités Nord-sud, l'immigration ou encore des questions de bioéthique posées par les nouvelles technologies sont regardées dans une perspective différente de celle qui prédomine sur le marché des idées politiques.

Le présent regain d'intérêt pour le libertarisme de gauche ne caractérise pas uniquement les débats anglo-saxons. Ainsi, certains théoriciens du libertarisme de gauche, comme Philippe Van Parijs (1995) ou Peter Vallentyne (2002), avaient déjà publié en français. Plus récemment, un numéro spécial des *Raisons politiques* (n°23, 2006) a ouvert le débat sur des aspects plus spécifiques de cette théorie. Parallèlement, un dossier de la revue *Raison publique* («Le socialisme a-t-il un avenir ? » mai 2006) soulève des questions similaires. Enfin, les travaux historiques ou théoriques sur le socialisme libéral se multiplient et restent on ne peut plus actuels.

L'actualité du libertarisme de gauche fournit donc une excellente occasion pour en approfondir les *fondements théoriques* et pour développer des critères d'évaluation des *politiques concrètes*.

Parmi les questions théoriques qui pourraient être traitées dans le cadre de cet atelier :

- Les rapports du libertarisme de gauche avec d'autres courants de pensée politique (socialisme, égalitarisme libéral, républicanisme)
- Les fondements historiques que le libertarisme de gauche peut légitimement revendiquer
- La cohérence du libertarisme de gauche : peut-il être à la fois libertariste et égalitaire ? Quelles contraintes pose-t-il au consentement individuel pour qu'il soit légitime ?

Seront également bienvenus des travaux *appliqués* :

- Comment penser les réquisits de la justice globale, quelle serait par exemple les politiques justes en matière d'immigration ou de redistribution de ressources ?
- Comment peut-on mettre en place une allocation universelle, que ce soit à l'échelle globale ou nationale ?
- Comment traiter le handicap et/ou la santé dans le cadre du libertarisme de gauche ?
- Quelles seraient les politiques du *genre* défendues par le libertarisme de gauche ?
- Quelle serait la place de l'éducation dans une société fondée sur les principes du libertarisme de gauche ?

Ces questions sont fournies à titre d'exemple. Les résumés des communications (5000 signes max.) doivent parvenir aux trois organisateurs avant le 16 février 2006. Les propositions émanant des doctorant/es et des post-doctorant/es sont vivement encouragées.

Speranta Dumitru
speranta.dumitru@free.fr

Raul Magni Berton
r.magniberton@sciencespobordeaux.fr

Roberto Merrill
nrbmerrill@gmail.com